

Une hausse substantielle des coûts de transport du grain au Canada rendra nos agriculteurs non compétitifs. Je me demande si le ministre a pensé à ce que les producteurs de grain représentent pour l'économie canadienne. De ce point de vue il devrait se montrer plus généreux à leur égard.

La raison pour laquelle le ministre est en butte à une telle résistance dans l'Ouest, c'est que les Canadiens, là-bas, se sont attachés, d'esprit et de cœur, à l'accord du Nid-de-Corbeau. On l'a déjà dit, cet accord est presque considéré comme un droit constitutionnel dans l'Ouest. Il ne faudrait pas plaisanter là-dessus en recourant à des procédures comme la clôture ou la limitation du temps de parole en proposant que «la motion soit maintenant mise aux voix», empêchant ainsi le Parlement d'étudier convenablement la question.

A l'ouverture de la présente session, le Premier ministre (M. Trudeau) après avoir pris la peine de préciser dans le discours du Trône qu'il n'y avait, sur les bancs du gouvernement, aucun représentant des trois provinces des Prairies les plus à l'Est, ni du Nord canadien a déclaré qu'il désirait malgré tout qu'on débâte pleinement des questions touchant l'Ouest. Il a ajouté que les députés de cette région auraient l'occasion de prendre la parole et de pleinement discuter des questions qui les concernaient directement. Or le gouvernement a porté un premier coup sérieux aux producteurs canadiens de l'Ouest en cherchant à limiter le débat sur le projet de loi relatif au transport du grain et à faire adopter au Parlement, de force, une proposition qui, il le sait parfaitement, est tout à fait inacceptable.

Je tiens à avertir le ministre que s'il persiste dans cette voie, il n'influera pas seulement sur l'avenir économique de l'Ouest canadien, mais également sur tout l'édifice social des Prairies, notamment sur celui de la province de la Saskatchewan qui le représente. La structure rurale de la Saskatchewan en sera vraiment affectée. Cette proposition implique en effet que les fermes deviendront de plus en plus grandes. La petite exploitation familiale sera chose du passé. La Saskatchewan verra sa population rurale tarir et assistera à un changement de son édifice social, ce que le ministre sait fort bien. Au fin fond de lui-même il sait bien que, sous sa forme actuelle, sa proposition aura de telles répercussions.

Le ministre fera son discours à son tour. Chaque fois que je prends la parole, il se met à crier de l'autre côté. Je sais qu'il est chatouilleux et il a bien des raisons de l'être sur la question qui nous occupe, parce qu'il est du mauvais côté.

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir mettre un peu d'honnêteté dans ce débat. Je tiens à dire à quelques-uns des Conservateurs qu'ils pourraient peut-être envoyer certains de leurs discours à leurs commentateurs, mais on voit clairement quelle est la véritable position de leur parti sur toute cette prétendue question de liberté de choix qu'ils veulent faire accroire dans l'Ouest. Ils ne réussissent certainement pas à tromper les agriculteurs. Ceux-ci savent très bien que la liberté de choix dont il est question est celle de savoir si leur chèque ira directement au CN ou au CP ou s'ils le garderont temporairement en attendant de le verser ensuite aux chemins de fer. Maintenant que nous comprenons la déroute des Conservateurs, puisque seulement 30 p. 100 d'entre eux ont participé à ce débat, nous devons rappeler aux

Transport du grain de l'Ouest—Loi

agriculteurs et aux Canadiens comment cette mesure législative a été déposée à la Chambre.

Trente-sept conservateurs étaient alors absents et le gouvernement ne l'a emporté que par 24 voix. S'ils avaient fait venir une fraction seulement de leurs députés, le résultat aurait été différent, et cela est intéressant pour le député de la Saskatchewan qui vient de parler, alors que plus de la moitié des représentants conservateurs de cette province n'ont pas fait acte de présence lorsque le projet de loi a été déposé.

Nous savons d'où ils viennent. Chaque fois qu'un de nos orateurs se lève, ils en trouvent aussi un, mais pas toujours. Et certains des députés de l'Ouest qu'ils font intervenir, comme l'honorable député de Surrey-White Rock-Delta-Nord (M. Friesen) qui a pris la parole hier soir, ignorent tout de cette mesure législative. C'est un Tory typique. Il a prétendu que 800 millions de dollars iraient aux chemins de fer, alors qu'il n'a jamais lu le projet de loi où il n'est nulle part question de 800 millions, mais bien de 651 millions de dollars. Le député de Surrey-White Rock-Delta-Nord a, une fois de plus, démontré qu'il excelle à baragouiner sans savoir grand chose de la plupart des projets de loi dont cette Chambre est saisie. Il ne se prépare certainement pas comme il faut.

Je voudrais dire la raison pour laquelle les conservateurs ont pris la position qu'ils soutiennent. Quelques brèves citations révéleront à tous les Canadiens pourquoi ils sont en pleine déroute. Pendant la campagne au leadership, voici ce que John Crosbie avait à dire. Il a dit que la quote-part des frais assumés par les agriculteurs doit augmenter. Des initiatives s'imposaient pour améliorer le transport des marchandises dans l'Ouest, tout en tenant compte du fait que le prix de la tonne est censé doubler au cours des deux prochaines années et aura au moins quintuplé d'ici 1991. Michael Wilson avait dit que c'était un pas fait dans la bonne direction.

● (1140)

Le président suppléant (M. Corbin): A l'ordre, je vous prie. L'honorable député devrait s'adresser aux députés de la Chambre en mentionnant le nom de leur circonscription électorale.

M. Fulton: Je suis tout à fait de votre avis, monsieur le Président. Je citais un passage d'un communiqué . . .

Le président suppléant (M. Corbin): A l'ordre. Il n'est pas permis à l'honorable député de faire indirectement ce qu'il n'est pas autorisé à faire directement. Il parle des députés de la Chambre. Il doit mentionner le nom de leur circonscription électorale.

M. Fulton: Monsieur le Président, un homme d'affaires de Montréal, Brian Mulroney, qui n'est pas député et qui ne le sera peut-être jamais, a convenu que le gouvernement se dirige dans la bonne direction.

Les membres du parti conservateur ne peuvent pas se lever en Chambre et dire: «Nous nous opposons à cette mesure, nous voulons être libre de choisir». Monsieur le Président, il faut quand même une certaine mesure d'honnêteté. Tous leurs candidats au leadership ont dit que c'était un pas dans la bonne direction, une mesure législative pertinente . . .